



Objet : Communiqué de presse

A Montreuil, le 11 janvier 2019

47 avenue Pasteur
93100 MONTREUIL
33 (0)1 45 44 48 25
man@nonviolence.fr
<http://nonviolence.fr>

Mettre fin au cercle vicieux de la violence

Pour sortir du cycle de la violence de chaque samedi quand les gilets jaunes manifestent, il convient aux pouvoirs publics d'agir autrement.

La plupart des médias mettent l'accent sur les violences commises par des gilets jaunes excédés - ou par ceux qui parfois infiltrent ce mouvement pour l'utiliser ou le discréditer -, à cause de leur aspect spectaculaire (agressions de policiers, destruction de biens publics ou privés, atteinte aux symboles républicains, etc.). Pour autant, les violences policières, souvent inexplicables et disproportionnées (utilisation de gaz, de flashball, de grenades offensives, etc.), sont tout aussi inacceptables. D'autant plus que la police, dans son rôle de défendre la démocratie et les institutions, se doit d'être exemplaire.

Ces violences ne doivent pas faire oublier qu'elles sont aussi la résultante de violences structurelles ayant conduit à des situations d'injustice et de mépris subies depuis trop longtemps par une large partie de la population.

Aussi répondre à ces diverses violences par une répression policière et judiciaire accrue, et/ou par la promulgation de lois attentatoires aux libertés fondamentales, serait une faute politique : elles ne mettraient pas fin à la colère légitime des manifestants et affaibliraient notre démocratie déjà fragilisée.

Aussi le MAN, tout en condamnant fermement ces violences, terreau de la haine et des extrémismes, préconise-t-il plusieurs pistes de réflexion et d'action, parmi lesquelles :

- instituer dans les écoles, tout au long de la scolarité, une éducation à la culture de non-violence ;
- inviter les manifestants « pacifistes » à faire appel à des organisations (syndicats, etc.) et associations (ANV-COP21, MAN, etc.) aptes à assurer un service d'ordre efficace ou une formation à l'action non-violente ;
- abandonner l'utilisation disproportionnée de la violence par les forces de l'ordre, et mettre en œuvre des méthodes sans violence éprouvées à l'étranger pour le maintien de l'ordre (Suisse, Allemagne, Angleterre notamment) ;
- confier les enquêtes concernant les violences policières à des juges impartiaux, et non à la seule IGPN, juge et partie.

Le gouvernement a toute légitimité pour mettre en œuvre certaines de ces propositions. S'enfermer dans une politique répressive ne ferait que creuser les sillons des violences de demain !

Contact presse : François Vaillant